

COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 -- 200

[C - 97/29065]

4 FEVRIER 1997. — Décret fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** Le présent décret s'applique aux membres du personnel visés par :

1° l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

3° le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

4° l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé;

5° l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements de la Communauté française;

6° le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par "période scolaire", la période s'étendant du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante.

Art. 3. Le membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est soumis à la tutelle du service de santé administratif et de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité.

Art. 4. Le membre du personnel dont l'absence est due à un accident causé par la faute d'un tiers perçoit son traitement d'activité ou son traitement d'attente à la condition de subroger la Communauté française dans ses droits contre l'auteur de l'accident jusqu'à concurrence des sommes versées par la Communauté française.

Les jours d'absence couverts comme tels par une indemnité versée par un tiers à la Communauté française, ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent décret.

CHAPITRE II. — *Du régime applicable au personnel nommé ou engagé à titre définitif ou admis au stage**Section Ier. — Généralités*

Art. 5. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui sont nommés ou engagés à titre définitif ou admis au stage, bénéficient du régime des congés et de disponibilité pour cause de maladie et d'infirmité, défini dans le présent chapitre.

Section II. — Des congés pour cause de maladie et d'infirmité

Art. 6. Le membre du personnel visé à l'article 5, en activité de service, qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité, peut bénéficier, pendant chaque période scolaire, de congés pour cause de maladie ou d'infirmité à raison de quinze jours ouvrables.

Art. 7. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à la date du 1^{er} septembre 1995, peut également bénéficier de soixante jours ouvrables de congés pour cause de maladie ou d'infirmité, sur l'ensemble de sa carrière.

Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif après le 1^{er} septembre 1995, peut bénéficier du nombre de jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel il aurait eu droit, à la veille de sa nomination ou de son engagement à titre définitif, en application du chapitre III, sans que ce nombre puisse dépasser soixante jours ouvrables.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, le nombre de jours de congé fixé aux alinéas 1^{er} et 2 est porté à nonante jours.

(1) Session 1996-1997.

Documents du Conseil. — N^{os} 135, n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 4 février 1997.

Art. 8. Lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application de l'article 7, le nombre maximum de jours de congé fixé par cet article peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison de la moitié du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visés à l'article 6, que l'intéressé n'a pas épuisés à la fin de chaque période scolaire, le nombre ainsi obtenu étant, le cas échéant, arrondi à l'unité inférieure.

Art. 9. Par dérogation aux articles 6 et 7, le congé pour cause de maladie ou d'infirmité est accordé sans limite de temps lorsqu'il résulte d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle.

Sauf pour l'application de l'article 10, les jours de congé accordés en application de l'alinéa précédent ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé dont bénéficie le membre du personnel en vertu des articles 6 à 8.

Art. 10. Le membre du personnel ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie ou d'infirmité avant qu'il n'ait épuisé la somme de jours de congé à laquelle lui donnent droit les articles 6 à 8.

Art. 11. Les congés pour cause de maladie ou d'infirmité sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Section III. — De la disponibilité pour maladie ou infirmité

Art. 12. Le membre du personnel visé à l'article 5 se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité après avoir épuisé le nombre maximum de jours de congé qui peuvent lui être accordés pour cette raison en application des articles 6 à 9.

Le membre du personnel qui a atteint l'âge de cinquante-neuf ans et qui se trouve en disponibilité par application de l'alinéa précédent, est maintenu en disponibilité jusqu'au terme de sa carrière.

Art. 13. Le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie et d'infirmité reçoit un traitement d'attente égal à :

80 % du dernier traitement d'activité, pendant les douze premiers mois de disponibilité, au cours de sa carrière;

70 % du dernier traitement d'activité, pendant les douze mois suivants de disponibilité;

60 % du dernier traitement d'activité, au-delà de ces vingt-quatre mois de disponibilité.

Toutefois, le montant du traitement d'attente visé à l'alinéa 1^{er} ne peut, en aucun cas, être inférieur :

— aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

— à la pension que l'intéressé obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la pension prématurée.

Art. 14. Par dérogation à l'article 13, le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité a droit à un traitement d'attente égal au montant de son traitement d'activité, si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie ou infirmité grave et de longue durée.

Le service de santé administratif décide si l'affection dont souffre le membre du personnel constitue ou non une telle maladie ou infirmité. Cette décision ne peut en tout cas intervenir avant que le membre du personnel n'ait été pour une période continue de trois mois au moins en congé ou en disponibilité pour l'affection dont il souffre.

Cette décision entraîne une révision de la situation du membre du personnel avec effet pécuniaire à la date du début de la disponibilité.

Art. 15. Le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, conserve ses titres à une nomination à une fonction de promotion, à une nomination à une fonction de sélection et à l'avancement de traitement.

Art. 16. Le membre du personnel en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de comparaître chaque année devant le service de santé administratif au cours du mois correspondant à celui de sa mise en disponibilité.

Si le membre du personnel ne comparaît pas devant le service de santé administratif à l'époque ainsi fixée, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

Les alinéas précédents ne s'appliquent pas au membre du personnel qui se trouve dans les conditions de l'article 12, alinéa 2.

CHAPITRE III. — Du régime applicable au personnel désigné ou engagé à titre temporaire

Art. 17. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui sont désignés ou engagés à titre temporaire, bénéficient du régime de congés rémunérés pour cause de maladie ou d'infirmité, défini dans le présent chapitre.

Art. 18. Il est attribué au membre du personnel visé à l'article 17, un jour ouvrable de congé rémunéré pour cause de maladie ou d'infirmité, par dix jours de services effectifs accomplis, depuis la date de sa première désignation ou de son premier engagement à titre temporaire, conformément aux alinéas 2 et 3.

Lors de la première interruption de service pour cause de maladie ou d'infirmité, le membre du personnel peut bénéficier du nombre de jours de congé rémunéré calculé en application de l'alinéa 1^{er}, sans que ce nombre puisse dépasser soixante jours ouvrables.

Lorsque le membre du personnel doit à nouveau interrompre son service pour cause de maladie ou d'infirmité, le nombre de jours de congé rémunéré auquel il peut prétendre est égal à la différence entre le nombre de jours de congé rémunéré dont il aurait pu bénéficier lors de la période de maladie précédente et le nombre de jours de congé qu'il a pris, additionnée d'un jour par dix jours de services effectifs accomplis depuis la fin de l'interruption de service précédente, sans que le total des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité puisse dépasser soixante jours ouvrables.

Par services effectifs accomplis, il faut entendre les jours de présence ou assimilés durant les jours d'ouverture de l'établissement ou les prestations visées à l'article 7 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 19. Par dérogation à l'article 18, le membre du personnel, désigné ou engagé pour la durée complète de l'année scolaire ou académique et qui doit interrompre son service pour cause de maladie ou d'infirmité, peut prétendre pour l'année considérée, à dix-huit jours ouvrables de congé rémunéré lorsque l'application de l'article 18 lui est moins favorable.

Toutefois, lorsque le membre du personnel concerné met fin volontairement à ses fonctions avant le terme de l'année scolaire ou académique, son dernier traitement d'activité est diminué d'une somme égale à la différence entre la rémunération qu'il a obtenue sur la base de l'alinéa 1^{er} et celle à laquelle il aurait pu prétendre en application de l'article 18.

Art. 20. Lorsque l'absence pour maladie ou pour infirmité du membre du personnel se prolonge au-delà de la période couverte par la désignation, l'application des dispositions des articles 18 ou 19 ne peut entraîner l'octroi au membre du personnel d'une rémunération pendant une période postérieure à la date à laquelle sa désignation à titre temporaire aurait pris fin.

Art. 21. Le membre du personnel visé à l'article 17, qui est victime d'un accident de travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, bénéficie d'un congé rémunéré durant la période d'incapacité consécutive à l'accident ou à la maladie ; ce congé ne peut toutefois lui être accordé au-delà de la date à laquelle sa désignation à titre temporaire prend fin.

Si la période d'incapacité se prolonge au-delà de la date visée à l'alinéa 1^{er}, il est fait application au membre du personnel concerné de l'article 3bis de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et de l'article 22 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 22. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 29 mai 1972 relatif aux jours de congé rémunéré de maladie et de maternité des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, désignés à titre temporaire, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

- 1° l'article 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995;
- 2° l'article 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995;
- 3° l'article 3bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1993;
- 4° l'article 4.

Art. 23. Le chapitre III de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, comprenant les articles 14 à 18, modifié et complété par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 juin 1993, 16 septembre 1993 et 26 janvier 1995, est abrogé.

Art. 24. Le chapitre IV de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, comprenant les articles 9 à 12, est abrogé.

Art. 25. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements de la Communauté française :

- 1° le chapitre III, comprenant les articles 6 à 9, modifié et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,
- 2° l'article 13, alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995.

Art. 26. La sous-section 5 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, comprenant les articles 190 à 193, est abrogée.

Art. 27. Le chapitre IV de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et congés des membres stagiaires et nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, comprenant les articles 14 à 18, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1995, est abrogé.

Art. 28. Par dérogation à l'article 7 du présent décret, le nombre de jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel peut prétendre le membre du personnel qui, au 1^{er} septembre 1995, est âgé de 59 ans accomplis et se trouve en activité de service ou en non activité, est diminué jusqu'à concurrence du nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité pris par l'intéressé au-delà de trente jours, au cours de la période scolaire s'étendant du 1^{er} septembre 1994 au 31 août 1995. En aucun cas, le nombre total de jours de congé auquel peut prétendre le membre du personnel ne peut être inférieur à trente jours ouvrables.

Art. 29. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 200

4 FEBRUARI 1997. — Decreet houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte en gebrekkigheid van sommige leden van het onderwijspersoneel (1)

[C - 97/29065]

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij :

1° het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

3° het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

4° het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en van de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs;

5° het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse en israëliëse godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap.

6° het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, moet worden verstaan onder "schoolperiode" de periode tussen 1 september en 31 augustus van het volgende jaar

Art. 3. Het personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid staat onder het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst en van de instelling die belast is door de Regering van de Franse Gemeenschap met de controle op de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 4. Het personeelslid wiens afwezigheid toe te schrijven is aan een ongeval veroorzaakt door een derde, ontvangt zijn activiteitswedde of zijn wachtgeld, op voorwaarde dat de Franse Gemeenschap in zijn rechten gesteld wordt tegen de persoon die het ongeval heeft veroorzaakt, tot beloop van de bedragen die door de Franse Gemeenschap worden gestort.

De afwezigheidsdagen die als dusdanig gedekt worden door een vergoeding die door een derde aan de Franse Gemeenschap wordt gestort, komen niet in aanmerking voor de vaststelling van het aantal verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid die het personeelslid geniet krachtens dit decreet.

(1) Zitting 1996-1997 :

Stukken van de Raad. — Nrs, 135, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 februari 1997.

HOOFDSTUK II

Regeling van toepassing op het in vast verband benoemd of geworven personeel of het tot de stage toegelaten personeel

Afdeling I. — Algemeen

Art. 5. De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die in vast verband benoemd of geworven zijn of tot de stage toegelaten zijn, vallen onder de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte en gebrekkigheid die in dit hoofdstuk wordt bepaald.

Afdeling II. — Verlof wegens ziekte en gebrekkigheid

Art. 6. Het bij artikel 5 bedoelde personeelslid in actieve dienst dat verhinderd is normaal zijn functies uit te oefenen ten gevolge van ziekte of gebrekkigheid kan gedurende elke schoolperiode verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid genieten naar rata van veertien werkdagen.

Art. 7. Het op 1 september 1995 in vast verband benoemde of geworven personeelslid kan eveneens zestig werkdagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid over heel zijn loopbaan genieten.

Het na 1 september 1995 in vast verband benoemde of geworven personeelslid kan aanspraak maken op het aantal werkdagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid waarop hij recht zou hebben gehad op de dag vóór zijn benoeming of zijn werving in vast verband, met toepassing van hoofdstuk III, zonder dat dit aantal meer dan zestig werkdagen mag bedragen.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalid is, wordt het aantal verlofdagen bepaald bij de leden 1 en 2 op negentig dagen gebracht.

Art. 8. Wanneer het personeelslid verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid heeft gekregen met toepassing van artikel 7, kan het maximum aantal verlofdagen bepaald bij dat artikel gedurende de loopbaan weder aangevuld worden naar rata van de helft van het saldo van de bij artikel 6 bedoelde verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid die betrokkene op het einde van elke schoolperiode niet heeft opgebruikt, met dien verstande dat desgevallend het zo bekomen aantal afgerond wordt naar de lagere eenheid.

Art. 9. In afwijking van de artikelen 6 en 7, wordt het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid toegestaan zonder tijdsbeperking wanneer het door een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte wordt veroorzaakt.

Behoudens voor de toepassing van artikel 10, komen de verlofdagen die worden toegekend met toepassing van vorig lid niet in aanmerking om het aantal verlofdagen vast te stellen die aan het personeelslid krachtens de artikelen 6 tot 8 worden toegekend.

Art. 10. Het personeelslid kan niet definitief ongeschikt verklaard worden wegens ziekte of gebrekkigheid vooraleer hij al de verlofdagen waarop de artikelen 6 tot 8 hem recht geven, heeft opgebruikt.

Art. 11. De verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid worden gelijkgesteld met periodes dienstactiviteit.

Afdeling III. — Beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid

Art. 12. Het bij artikel 5 bedoelde personeelslid is van rechtswege in beschikbaarheid wanneer het wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig is na het maximum aantal verlofdagen te hebben opgebruikt die hem om die reden kunnen toegekend worden met toepassing van de artikelen 6 tot 9.

Het personeelslid dat negenenvijftig jaar oud is geworden en dat in beschikbaarheid werd gesteld met toepassing van vorig lid, wordt in beschikbaarheid behouden tot op het einde van zijn loopbaan.

Art. 13. Het personeelslid in beschikbaarheid wegens ziekte en gebrekkigheid ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan :

— 80 % van de laatste activiteitswedde, gedurende de eerste twaalf maanden beschikbaarheid, in de loop van zijn loopbaan;

— 70 % van de laatste activiteitswedde, gedurende de volgende twaalf maanden beschikbaarheid;

— 60 % van de laatste activiteitswedde, na deze vierentwintig maanden beschikbaarheid.

Het bedrag van het in lid 1 bedoelde wachtgeld mag evenwel in geen geval lager zijn dan :

— de vergoedingen die betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen, indien de regeling van de sociale zekerheid op hem van toepassing was geweest sedert de aanvang van zijn afwezigheid;

— het pensioen dat betrokkene zou bekomen indien hij op de dag waarop hij in beschikbaarheid is geplaatst, voorbarig in ruste was gesteld.

Art. 14. In afwijking van artikel 13, heeft het personeelslid in beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid recht op een wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn activiteitswedde indien de aandoening waaraan hij lijdt, erkend wordt als een ernstige en langdurige ziekte of gebrekkigheid.

De administratieve gezondheidsdienst beslist of de aandoening waaraan het personeelslid lijdt al dan niet een ziekte of gebrekkigheid van die aard is. Die beslissing mag in geen geval worden genomen voordat het personeelslid voor de aandoening waaraan hij lijdt, met verlof of in beschikbaarheid werd gesteld voor een ononderbroken periode van ten minste drie maanden.

Deze beslissing heeft een herziening van de toestand van het personeelslid tot gevolg, met geldelijke uitwerking op de dag waarop zijn beschikbaarheid een aanvang heeft genomen.

Art. 15. Het personeelslid in beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid behoudt zijn rechten op een benoeming tot een bevorderingsambt, op een benoeming tot een selectieambt en op een bevordering in zijn weddeschaal.

Art. 16. Het personeelslid in beschikbaarheid dat een wachtgeld ontvangt, is ertoe verplicht zich elk jaar vóór de administratieve gezondheidsdienst aan te melden in de loop van de maand die overeenstemt met de maand waarin hij in beschikbaarheid werd gesteld.

Indien het personeelslid niet vóór de administratieve gezondheidsdienst verschijnt in de aldus bepaalde periode, wordt de uitbetaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf deze periode tot op het ogenblik van zijn verschijning.

De vorige leden zijn niet van toepassing op het personeelslid dat zich in de voorwaarden van artikel 12, lid 2 bevindt.

HOOFDSTUK III. — *Regeling van toepassing op het tijdelijk aangesteld of geworven personeel*

Art. 17. De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die tijdelijk aangesteld of geworven zijn, vallen onder de in dit hoofdstuk bepaalde regeling inzake bezoldigd verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 18. Aan het bij artikel 17 bedoeld personeelslid wordt een werkdag bezoldigd verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, per tien dagen werkelijk gepresteerde diensten, toegekend, sedert de datum van zijn eerste tijdelijke aanstelling of zijn eerste tijdelijke werving, overeenkomstig de leden 2 en 3.

Bij de eerste dienstonderbreking wegens ziekte of gebrekkigheid, kan het personeelslid over het aantal dagen bezoldigd verlof beschikken, berekend met toepassing van lid 1, zonder dat dit aantal de zestig werkdagen mag overschrijden.

Wanneer het personeelslid opnieuw zijn dienst moet onderbreken wegens ziekte of gebrekkigheid, is het aantal dagen bezoldigd verlof waarop hij aanspraak kan maken, gelijk aan het verschil tussen het aantal dagen bezoldigd verlof waarover hij tijdens de vorige ziekteperiode had kunnen beschikken en het aantal verlofdagen dat hij heeft genomen, verhoogd met een dag per tien dagen diensten werkelijk gepresteerd sedert het einde van de vorige dienstonderbreking, zonder dat het totaal verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid meer dan zestig werkdagen mag bedragen.

Onder "werkelijk gepresteerde diensten" moeten worden verstaan de dagen aanwezigheid of daarmee gelijkgestelde dagen gedurende de werkdagen van de inrichting of de prestaties bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Art. 19. In afwijking van artikel 18, kan het personeelslid dat aangesteld of geworven is voor heel de duur van het school- of academiejaar en dat zijn dienst moet onderbreken wegens ziekte of gebrekkigheid, voor het betrokken jaar aanspraak maken op achttien werkdagen bezoldigd verlof wanneer de toepassing van artikel 18 hem minder gunstig is.

Wanneer het betrokken personeelslid vrijwillig een einde maakt aan zijn functies vóór het einde van het school- of academiejaar, wordt zijn laatste activiteitswedde evenwel verminderd met een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen de bezoldiging die hij bekomen heeft op basis van lid 1 en deze waarop hij aanspraak had kunnen maken met toepassing van artikel 18.

Art. 20. Wanneer de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid van het personeelslid langer duurt dan de periode die gedekt wordt door de aanstelling, mag uit de toepassing van de bepalingen van de artikelen 18 of 19 niet voortvloeien dat een vergoeding aan het personeelslid wordt toegekend tijdens een periode die na de datum komt waarop zijn tijdelijke aanstelling een einde zou genomen hebben.

Art. 21. Het bij artikel 17 bedoeld personeelslid dat het slachtoffer is van een arbeidsongeval, van een ongeval op de weg naar en van het werk of van een beroepsziekte, bekomt een bezoldigd verlof tijdens de periode van ongeschiktheid ten gevolge van het ongeval of de ziekte; de duur van dit verlof mag evenwel de datum waarop zijn tijdelijke aanstelling een einde neemt, niet overschrijden.

Indien de periode van ongeschiktheid de bij lid 1 bedoelde datum overschrijdt, worden artikel 3 bis van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en artikel 22 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op het betrokken personeelslid toegepast.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. In het koninklijk besluit van 29 mei 1972 betreffende de dagen bezoldigd ziekte- en bevallingsverlof toegekend aan het tijdelijk aangesteld bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel en paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden opgeheven :

- 1° artikel 2, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995;
- 2° artikel 3, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995;
- 3° artikel 3bis, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1993;
- 4° artikel 4.

Art. 23. Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met inbegrip van de artikelen 14 tot 18, gewijzigd bij en aangevuld met de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, 16 september 1993 en 26 januari 1995, wordt opgeheven.

Art. 24. Hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, dat de artikelen 9 tot 12 omvat, wordt opgeheven.

Art. 25. In het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse en Israëliëse godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap worden opgeheven :

- 1° hoofdstuk III, dat de artikelen 6 tot 9 omvat, gewijzigd bij en aangevuld met het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995;
- 2° artikel 13, lid 3, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995.

Art. 26. De onderafdeling 5 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap alsmede van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, van de diensten voor school- en beroepsoriëntering en van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, die de artikelen 190 tot 193 omvat, wordt opgeheven.

Art. 27. Hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, dat de artikelen 14 tot 18 omvat, aangevuld met het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1995, wordt opgeheven.

Art. 28. In afwijking van artikel 7 van dit decreet, wordt het aantal werkdagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid waarop het personeelslid, dat op 1 september 1995 de volle leeftijd van 59 jaar heeft bereikt en dat zich in dienstactiviteit of in non-activiteit bevindt, aanspraak kan maken, verminderd tot beloop van het aantal verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid dat door betrokkene werd genomen boven dertig dagen, in de loop van de schoolperiode tussen 1 september 1994 en 31 augustus 1995. In geen geval mag het totaal van de verlofdagen waarop het personeelslid aanspraak mag maken minder zijn dan dertig werkdagen.

Art. 29. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
L. ONKELINX.

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 201

[96/31505]

19 DECEMBRE 1996. — Ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens ajusté de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1996 (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1996, les recettes de la Commission communautaire commune sont réévaluées à 1 501 400 000 francs conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3. Le Collège réuni est autorisé à couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes par prélèvement sur les soldes positifs des années antérieures à concurrence de 498 400 000 francs.

Art. 4. Le Collège réuni est autorisé à décider des placements.

Le Collège réuni est autorisé, en attendant l'affectation des liquidités de la Commission communautaire commune au financement de ses projets, de les mettre sans compensation à la disposition de la Région de Bruxelles-Capitale en couverture de ses besoins de trésorerie.

(1) Session ordinaire 1996-1997.

Documents du Conseil. — B-32/1. Projet d'ordonnance. — B-32/2. Rapport (renvoi). — B-32/3. Amendements après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 12 décembre 1996. — Adoption. Séance du 13 décembre 1996.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 201

[96/31505]

19 DECEMBER 1996. — Ordonnantie houdende de Aangepaste Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1996 (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1996 worden de ontvangsten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie herraamd op 1 501 400 000 frank overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

Art. 3. Het Verenigd College wordt gemachtigd tot het dekken van het verschil tussen de uitgaven en de ontvangsten door voorafnemings op de positieve saldi van de voorgaande jaren ten belope van 498 400 000 frank.

Art. 4. Het Verenigd College wordt gemachtigd te beslissen over beleggingen.

Het Verenigd College wordt gemachtigd in afwachting van de aanwending van de liquiditeiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot de financiering van haar projecten, deze liquiditeiten zonder compensatie ter beschikking te stellen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter dekking van zijn thesauriebehoeften.

(1) Gewone zitting 1996-1997.

Dokumenten van de Raad. — B-32/1. Ontwerp van ordonnantie. — B-32/2. Verslag (verwijzing). — B-32/3. Amendementen na verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 12 december 1996. — Aanneming. Vergadering van 13 december 1996.